

## Traité de Lisbonne: l'UE poursuit la ratification

**BRUXELLES (AFP) - Les dirigeants européens veulent se donner quatre mois pour tenter de trouver une solution à la crise née du rejet du traité de Lisbonne en Irlande, compliquée désormais par la menace de voir les Tchèques faire à leur tour défection.**

Evènement



Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Jean-Claude Juncker discutent lors du Sommet européen à Bruxelles le 19 juin 2008. (© AFP - Ho)

Ils ont décidé lors de leur sommet de "poursuivre" le processus de ratification du traité de Lisbonne malgré le rejet du texte en Irlande, a indiqué vendredi le président français Nicolas Sarkozy, à l'issue de la réunion.

"Nous avons pris la décision que le processus de ratification devait se poursuivre dans tous les Etats membres, c'est maintenant la position du Conseil" européen, a déclaré M. Sarkozy, dont le pays va présider l'UE à partir de juillet.

"L'Irlande, c'est un problème, mais si nous avons un deuxième ou un troisième problème, cela deviendrait très difficile", a-t-il ajouté, pour souligner la nécessité pour les partenaires de l'Irlande d'aller de l'avant.

Le projet de texte final du sommet à Bruxelles, qui s'achève vendredi, reflète un compromis a minima sur la suite du processus de ratification du traité, en raison de la volonté de Prague d'éviter une formule trop contraignante.

Les 27 se fixent rendez-vous mi-octobre, date de leur prochain sommet: "Le Conseil européen s'est rallié à la suggestion de l'Irlande de revenir sur cette question lors de la réunion du 15 octobre 2008 afin d'examiner la voie à suivre", souligne le projet de texte.

Dans l'immédiat, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE se montrent très prudents sur la marche à suivre.

Ils se bornent à constater que "19 parlements des Etats membres" de l'UE ont déjà ratifié le traité et que le processus "se poursuit" dans les autres pays, selon le projet de conclusion.

De nombreux chefs de gouvernements auraient souhaité plus de conviction dans la détermination à mener à bien la validation du traité de Lisbonne, pour éviter un risque d'enlisement. Mais la République tchèque ne veut trop s'engager, arguant du fort courant eurosceptique dans le pays.

Pour tenir compte de ses demandes, les 27 reconnaissent dans leurs conclusions les difficultés de Prague pour la ratification, en soulignant qu'elle reste liée à un feu vert de la Cour constitutionnelle du pays, qui a été saisie.

Une deuxième défection risquerait de sonner le glas de ce traité censé rendre l'Europe plus efficace, comme pour la Constitution européenne en 2005. Pour la France, qui prend la présidence de l'UE au 1er juillet, le dossier tchèque envenime la crise provoquée par le "non" irlandais, sur fond de tensions entre Paris et la Commission européenne.

Si le Premier ministre Mirek Topolánek a soutenu à Bruxelles haut et fort la ratification, il doit affronter un vent contraire dans son pays, où le président, le très anti-européen Vaclav Klaus, juge le traité déjà mort.

"Ce serait très bien pour la République tchèque de ratifier d'ici le 1er janvier quand notre présidence (de l'UE) commence, mais il y a certaines choses sur le chemin qui pourraient rendre cela difficile", a reconnu vendredi le chef de la diplomatie tchèque, Karel Schwarzenberg.

Pour faire pression sur Prague, certains pays sont montés au créneau pour agiter la menace d'un arrêt de l'élargissement de l'UE - auquel les Tchèques sont très attachés - sans entrée en vigueur du traité de Lisbonne.

"Sans nouveau traité, pas d'élargissement", a averti vendredi le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, dans le sillage du président français Nicolas Sarkozy la veille.

Les Européens ne sont toutefois pas au diapason. De nombreux autres dirigeants appellent à ne pas mélanger les choses, en soulignant l'importance de poursuivre l'intégration des Balkans dans l'UE pour assurer la paix dans cette région.

"Je pense que l'élargissement va se poursuivre", même sans traité de Lisbonne, a estimé la présidente finlandaise Tarja Halonen.

Dans le cas de l'Irlande, les dirigeants européens espèrent pouvoir convaincre Dublin d'organiser un nouveau vote après le rejet de la semaine dernière. Ils pourraient pour cela, selon des diplomates, envisager de garantir au pays qu'il conservera son commissaire européen national, en recourant à une clause spéciale du traité de Lisbonne.

Par ailleurs, les dirigeants européens ont décidé de durcir le ton face au régime zimbabwéen de Robert Mugabe, qui fait tout pour neutraliser l'opposition avant le second tour de l'élection présidentielle le 27 juin, en le menaçant de renforcer les sanctions européennes à son encontre.

Dans leur projet de texte, l'Union européenne se dit "prête à prendre d'autres mesures contre des auteurs d'actes de violence", une menace implicite à l'encontre du régime de Robert Mugabe.